

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	30 fr.	15 fr.	8 fr.
Départements. .	20	11	6
Etranger. . . .	54	27	14

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

Rédacteur en chef, M. LOUIS LE HIR.
Directeur gérant, M. ARISTIDE LOZACH.

L'HARMONIE UNIVERSELLE

AMOUR, LIBERTÉ, AUTORITÉ, UNITÉ.

ANNONCES :

Le prix des Annonces dépend du tirage et de la répétition de l'annonce.

La ligne par mois.	1 à 2 fois.	3 à 6	7 et plus
Tirage à 1,000.	4 cent.	3 cent.	2 cent.
— 2,000.	8	6	4
— 5,000.	20	15	10

Le tirage actuel, éditions du matin et du soir, est de 5,000 exemplaires.

Ce journal paraît le matin après les autres journaux. — Il donne les **Actes officiels** extraits du **MONITEUR du jour** et les nouvelles les plus complètes. — Une seconde édition donnant le cours de la Bourse et les nouvelles de la journée paraît à sept heures du soir. — Trois Tables, comprises dans l'abonnement, seront publiées à la fin de chaque année : 1^{re} Table des faits par ordre de dates; 2^e Table alphabétique des faits et des personnes; 3^e Table alphabétique des Annonces de librairie, inventions industrielles et objets d'art.

Pour que l'*Harmonie universelle* contienne l'histoire complète du temps, et puisse être

conservée comme collection, 50 numéros de deux pages chacun seront publiés, comprenant tous les faits accomplis du 25 février au 15 avril, les actes officiels, le résumé des journaux, les principales affiches placardées sur les murs de Paris, etc. Prix des 50 numéros pour Paris et les départements : 5 francs (10 cent. le numéro). — Les numéros parus du 8 avril au jour de l'abonnement se vendent aussi 10 cent. — Toute demande doit être accompagnée du montant du prix, ou d'un mandat sur la poste. — Toutes lettres ou demandes relatives à la rédaction, aux abonnements ou aux annonces doivent être adressées, franco, au Directeur Gérant de l'*Harmonie universelle*, rue de Sévres, 57.

FRANCE.

PARIS, 8 avril 1848.

L'ORDRE ET LA LIBERTÉ.

Le peuple français se prépare, sur tous les points de la France, à nommer les représentants à l'Assemblée constituante; il est facile de prévoir, d'après l'esprit des départements, quel sera l'esprit de l'Assemblée.

On s'est partout franchement rallié à la forme républicaine.

Les partisans du gouvernement déchu, terrassés comme par la foudre, et broyés sous le choc populaire avec ceux qu'ils avaient soutenus, ont tout à coup renoncé à leurs illusions les plus chères, le mur d'airain, l'obstacle infranchissable élevé entre la révolution et Louis-Philippe et sa famille, a frappé à l'instant tous les yeux; et, pour qu'il ne restât aucun doute à cet égard, chacun s'est empressé de se rallier à la République nouvelle.

Les partisans de la branche aînée ont vu dans la chute du trône, qu'ils appelaient usurpé, un principe vengé et leurs rancunes satisfaites; ils ont accepté, comme une victoire, le principe nouveau. D'ailleurs, eux comprennent aussi que le passé n'a plus de retour, et que le temps a refoulé dans les abîmes de l'oubli leur drapeau et leurs anciennes doctrines.

Les monarchistes purs, ceux qui, sans acception de personne, aimaient la monarchie pour elle-même, se résignent à l'essai du régime vainqueur; l'impossibilité absolue de revêtir la forme qu'ils préféraient, les porte à tenter l'étude de moyens nouveaux; la République est pour eux une épreuve; mais, comme aucune affection ne les captive, comme aucune passion ne les entraîne, ils sont tout prêts à aider de leur concours les hommes républicains, à préparer leur succès et même à y applaudir.

D'un autre côté, la France entière a compris qu'un gouvernement régulier était la première condition de son existence; la famille était avide de tranquillité et de repos, la propriété de garantie, la liberté d'expansion. Il n'y a pas de sacrifices qu'on ne fût disposé à faire pour échapper à ces perturbations affreuses, pour refonder l'ordre, si profondément ébranlé.

Enfin, un progrès consolant semble s'être opéré dans les idées; la chute successive des personnes, des trônes et des partis a fait comprendre à la généralité que l'affection la plus sainte, la plus solide, la plus durable, est celle du pays; que le premier dévouement lui appartient; que le premier devoir est de le servir.

Nous le croyons donc fermement, lorsque la souveraineté du peuple s'est proclamée, lorsque l'on a vu surtout que l'ordre renaissait comme par enchantement, que toutes les bases de la société se reconstituaient, que tous les droits étaient sauvegardés et garantis, on s'est soumis sans arrière-pensée, et l'on n'a plus formé d'autre vœu que de voir se raffermir l'autorité naissante et se consolider le gouvernement établi.

Les hommes qui sont au pouvoir ont-ils bien compris tout ce que cette unanimité, qui s'attachait à leur œuvre, pouvait leur apporter de force et d'appui? Jamais un gouvernement s'était-il trouvé en position meilleure! Les haines de parti s'étaient tout à coup éteintes; il n'y avait pas une classe de la société qui ne fût disposée aux plus grands sacrifices, pas une qui ne se réfugiât dans la République, comme dans une arche de salut.

Toutes les libertés furent d'abord proclamées; une loi électorale appela tous les citoyens à nommer les représentants de la nation, on commençait à se disposer à remplir dignement cette solennelle fonction, à préparer librement les votes, lorsque parurent ces funestes proclamations qui jetèrent le trouble dans tous les esprits et humilièrent les électeurs qui avaient conservé quelque reste de dignité et d'indépendance; des séries entières de noms furent, d'avance, signalées à l'exclusion; des classes entières de la société furent prosrites de l'assemblée: fatale initiative, cruelles menaces, depuis plusieurs fois répétées; pourquoi faut-il qu'on ait rompu cette harmonie qui unissait les gouvernants aux gouvernés?

Au dire de ces énergumènes, il ne suffirait plus d'une République; il faudrait révolutionner, c'est-à-dire, apparemment, entretenir le pays dans une agitation, dans une fièvre continuelle.

Et cependant, sachez-le bien, à vous seul n'appartient pas, le culte, la pratique de ces sentiments généreux, de liberté, d'égalité, de fraternité humaine! Nous le disons hautement, au nom de tant d'âmes d'élite qui peuplent la France, ce n'est pas un pur changement de forme que l'on a adopté dans la révolution qui vient de s'opérer; ce que l'on a adopté avant tout, c'est cette réhabilitation du travail, c'est cette égalité, telle que vous la définissez vous-même, la participation de tous les citoyens aux avantages sociaux, sans autre distinction que celle de la vertu et du talent. C'est cette liberté que l'on peut appeler l'exercice, dans les bornes du juste et des droits de tous, des facultés que Dieu nous a données.

Où, nous autres aussi, nous voulons des réformes profondes et radicales :

Nous voulons que l'ouvrier laborieux acquierre une position indépendante pour lui et pour sa famille.

Qu'une instruction primaire gratuite soit assurée à tous, et une instruction plus élevée à ceux qui se seront fait remarquer.

Que le génie puisse se livrer à tout son essor.

Que le travailleur soit honoré.

Que le pauvre disparaisse du milieu des sociétés.

Que l'on aide et que l'on développe le travail par une association intelligente et non subversive.

Que les charges les plus lourdes pèsent sur ceux qui possèdent le plus.

Que la justice soit simple, facile et peu coûteuse;

Que les hommes et les peuples vivent entre eux comme des frères.

Mais nous croyons que pour arriver à tous ces résultats il faut, au lieu d'exclure et de proscrire, appeler à soi tous les gens de bien, toutes les capacités, tous les mérites; il faut prêcher la concorde et l'union parmi les hommes; il faut rapprocher toutes les classes; il faut apaiser les haines, il faut détester la guerre civile, fuir les moyens révolutionnaires, il faut faire régner l'ordre dans la liberté.

ESPRIT PUBLIC.

JOURNAUX.

Le *Constitutionnel* combat le système d'après lequel la République n'aurait pas besoin pour la gouverner, d'administrateurs pratiques, de législateurs éprouvés; il attribue à l'inexpérience de certains gouvernants les faits regrettables qui ont eu lieu, les difficultés qui ont été créées.

« C'est de cette source de l'inexpérience qu'est sortie cette question terrible de l'organisation du travail, question prématurée s'il en fut, le jour où elle a été posée, et qui n'a produit pour le moment que l'organisation du chômage. Vouloir que le travail fût plus payé, au moment où il était le moins demandé, n'était-ce pas s'exposer à le suspendre complètement? Le fait a donc trahi l'intention parce qu'on s'est trompé sur le moyen. Aux salaires de l'atelier individuel se sont substitués ceux de l'atelier national, et plus d'un ouvrier ne gagnant plus guère aujourd'hui que la moitié de ce qu'il gagnait, dirait volontiers à ces innovateurs sans expérience, non pas : « Vous m'avez trompé! » mais bien : « Vous vous êtes trompés! »

« Dès le commencement de la crise financière, alors que les écus, ces premiers émigrés de toutes les révolutions, comme disait un ancien financier, disparaissaient de la circulation, on a imaginé de les menacer pour les faire sortir de leur cachette. Eh bien! on les y a fait entrer plus profondément.

« D'un autre côté, des circulaires officielles, copiant le style de Saint-Just, ont tenté d'effrayer les opinions républicaines modérées pour les faire rentrer sous terre; ces opinions ne se sont montrées qu'avec plus de fierté. Toujours l'effet opposé à celui qu'on cherche. Remarquons encore que, dans cette lutte de la liberté contre les tentatives de la dictature, le courage des opinions a augmenté la peur des écus, et le mal financier s'est aggravé.

« Ainsi, tandis qu'autrefois les hommes d'expérience s'efforçaient, dans les temps de crise, d'attirer le capital effrayé, par les sacrifices qu'ils consentaient en sa faveur, on se plaît aujourd'hui à lui imposer d'exorbitants.

« Le Gouvernement provisoire tout entier sent le besoin de prendre dans l'armée même, un chef habile et ferme pour la diriger comme ministre. Mais des hommes de cœur qui seraient dignes de la commander reculent devant l'état de choses créé par de fatales imprévoyances. Nous ne devons rien de plus sur ce point.

Le *Journal des Débats* s'abstient de donner une liste de candidats à l'Assemblée nationale « parce que ses candidats seraient signalés à l'instant comme le parti de la réaction. » Nous ne condamnons pas, dit-il, à l'incinération ce nombre immense de nos concitoyens qui ne désiraient pas, qui n'appelaient pas plus que nous la République, mais qui l'acceptaient loyalement comme un fait nécessaire. Ce serait y condamner les quatre cinquièmes au moins de la France. Qu'ils fassent ce que nous ferons; qu'ils aillent aux élections; qu'ils choisissent les plus modérés, les plus honnêtes, les plus capables parmi les candidats dont la République n'a aucune raison de se défier. De deux choses l'une : la République est possible, ou elle ne l'est pas. Si elle ne l'est pas, il faut au moins que l'expérience soit complète et que les républicains eux-mêmes soient forcés de reconnaître leur erreur. Si elle l'est, c'est nous qui avons été dans l'erreur. Pourquoi voudrions-nous être chargés d'organiser un gouvernement que pendant plus de trente ans nous avons déclaré impossible? Ne voit-on pas que les hommes de violence et de terreur ne demandent déjà qu'un prétexte? Au moindre obstacle que rencontre la révolution, ne se hâtent-ils pas de dénoncer des conspirations qui n'existent que dans leur imagination haineuse? Ce prétexte qu'ils cherchent, il serait insensé de le leur fournir! »

La *Presse* ne veut pas non plus accepter la responsabilité d'aucun patronage de candidature :

« Nul aujourd'hui ne sait, dit-elle, à quelles épreuves sont réservés les membres de l'assemblée nationale. Ces épreuves peuvent être de celles où il faudra choisir entre l'abandon de ses convictions ou la conservation de sa vie, entre les boules de l'urne et les balles de la rue.

« Dans de telles conjectures, acceptez donc la responsabilité de quelque candidature que ce puisse être! Qui oserait seulement répondre de soi-même, assurer qu'il sera à la hauteur des circonstances, affirmer que la fermeté de son caractère, la lucidité de sa raison, la présence de son esprit, ne l'abandonneront pas au moment peut-être où elles lui seront le plus nécessaires!

« Depuis trente années, on a guère fait que de l'éloquence négative, que de l'éloquence qui consistait à trouver à tout des objections. Or, ce ne sont plus des objections qu'il faudra apporter à la tribune, mais des solutions. Les discours de trois heures ne seront plus tolérés, il faut s'y attendre; l'orateur du peuple est celui qui en résumé la pensée en peu de mots. La vigueur fera pâlir l'éclat, la lucidité aura tous les succès; la subtilité n'en aura aucun. La prolixité sera huée. On nous nous trompons étrangement dans l'idée que nous faisons de l'Assemblée nationale, où il y aura entre le nouveau représentant du peuple et l'ancien député toute la différence qu'il y a entre une bataille représentée sur un théâtre, en présence de spectateurs, et une bataille livrée sur le champ de bataille en face de l'ennemi. Aussi n'est-ce pas sans un profond sentiment d'inquiétude que nous voyons un si grand nombre de candidats, les uns, — ce sont les mieux partagés, — ayant de la fermeté peut-être, mais n'ayant pas de talent assurément; les autres, ayant un talent incontestable, mais n'ayant qu'une fermeté plus que douteuse, aspirer au périlleux honneur de concourir aux délibérations de l'Assemblée nationale. Plus ce nombre de candidats est considérable, moins il nous rassure, car dans ce fait nous croyons trouver la preuve

qu'ils abusent gravement sur les difficultés de la tâche que les élus auront à remplir...

« Quand, pour sécher la plaie de la mendicité, il faudra plonger au fond de ces abîmes de misère que les plus hardis osaient à peine mesurer du regard? quand, au lieu de descendre sans effort de la cause à l'effet, il faudra remonter péniblement de l'effet à la cause? quand il faudra interroger le crime, non plus en législateur rival du juge d'instruction, mais en législateur émule du philosophe? quand il faudra discuter sérieusement des idées, des utopies, si l'on veut, qu'on s'était inconsidérément habitué à dédaigner, à railler, et qui se produiront à la tribune avec l'avantage que donne la maturité de longues méditations? quand il faudra contenir la violence par la fermeté, et la présomption par le savoir? quand l'esprit le plus exercé aura toujours à craindre d'avoir pour contradicteur l'inflexible bon sens? quand l'ouvrier siégera à côté de l'économiste? quand le pauvre succédera au riche à la tribune? quand il faudra répondre à un démenti par un fait, et repousser l'erreur par la preuve? quand il faudra, enfin, affronter les tempêtes ou lancer la foudre?... »

Le *National* poursuit sa querelle contre le *Sicéle*, sur la participation de l'ancienne opposition dynastique aux affaires; il termine ainsi : « Que refusons-nous à l'ancienne opposition? Comme nous, elle a ses organes, ses amis; comme nous, elle peut s'adresser librement au pays et lui recommander ses candidats. Entre les siens et les nôtres, les électeurs choisiront. Que lui faut-il de plus? Est-ce que nous tenons dans nos mains l'urne électorale, pour en faire sortir les noms qu'il nous plaira? Notre pouvoir s'arrête devant la volonté nationale; c'est elle qui décide. A la presse, aux comités, le devoir d'éclairer, de guider les citoyens appelés à exercer leur souveraineté. C'est là que nous essayons de faire. Qui donc empêche le *Sicéle* de nous imiter? En vérité, voilà bien du temps perdu à prouver la lumière à qui ferme opiniâtrement les yeux pour ne pas la voir. Pour notre part, nous y renonçons.

Un journal nouveau a pris le titre du *Père Duchesne*. Voici le premier article de ce journal :

« Citoyens, me connaissez-vous? Je suis le tribun dont la colère éclatait autrefois dans Paris agité, de même que le tonnerre au milieu de la tempête. Mavoix, infatigable à poursuivre les ennemis de la révolution, s'éteignit un jour, et... ce fut sur l'échafaud. En ce temps-là, voyez-vous, on mourait sur l'échafaud comme le soldat meurt sur le champ de bataille pour la patrie! O vous tous, dont le sang a fécondé la terre républicaine, illustres martyrs, n'est-ce pas en montant les degrés de la terrible machine que vous avez mis le sceau à votre gloire immortelle? »

« J'ai dormi, cinquante-quatre ans, du sommeil de la mort. Pourquoi ai-je tressailli dans ma tombe? Pourquoi mes débris se sont-ils rapprochés? Pourquoi ma main, si longtemps glacée et privée de mouvement, a-t-elle déchiré le linceul et soulevé la pierre sépulcrale? D'où vient que je respire? La trompette de l'ange a-t-elle retenti? Non, ce qui a retenti, c'est la voix du peuple, la *Marseillaise*, le cri mille et mille fois répété de : Vive la République! »

« En fallait-il plus pour opérer le miracle de ma résurrection? »

« J'accours, citoyens, je veux assister à la régénération de ma glorieuse patrie; que dis-je?... à la régénération de tous les peuples du monde! »

« Mais peut-être mon nom va-t-il réveiller toutes les haines et toutes les malédictions qui ont été le prix de la sombre ardeur avec laquelle j'ai défendu jadis la cause de la nation; peut-être les hommes, faibles et timorés, verront-ils dans mon retour celui d'une époque dont la date leur semble écrite en lettres rouges dans les pages de l'histoire.

« Qu'on se rassure; le siècle a marché; les mœurs se sont adoucies; les circonstances ne sont plus les mêmes. Je ne viens pas faire entendre le langage d'une époque que nous avons laissée bien loin derrière nous. J'exécute, comme autrefois, les rois, leurs partisans et les faux patriotes; mais la hache a disparu du faisceau des licteurs; c'est le peuple qui l'en a arrachée, il pardonne à ses ennemis; il ne veut pas souiller de leur sang la blanche tunique de la liberté... Que la volonté du peuple soit faite!

« Vous le voyez, citoyens, je ne suis pas moins accessible qu'un autre aux sentiments d'humanité; mais je m'appelle le *Père Duchesne*, et, dans mon âme, le patriotisme l'emporterait au besoin sur tous les autres sentiments.

« Je ne ressemble en rien à ces démocrates efféminés dont les fades théories tendent à nous faire tomber dans une nouvelle décadence. Mes théories, à moi, sont celles du peuple; mes raisonnements sont ceux du peuple; j'aime à faire résonner la crosse de mon fusil; en un mot, je suis révolutionnaire.

« Donc des réformes partout : dans l'administration, dans l'armée, dans la magistrature, dans le clergé; autre répartition de l'impôt; plus de privilèges, du travail, la liberté.

« Pas de transaction avec les idées rétropectives! Pas de demi-mesures! ou les trois révolutions que nous avons faites seront à refaire. Que l'on se garde bien d'endormir le peuple sous prétexte qu'il a besoin d'être rassuré! il se réveillerait au fond d'un abîme, et pour quelques jours d'une fausse quiétude on lui préparerait des siècles d'asservissement, de honte et de désespoir. »

Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME. — Séance du 10 avril. — « Le citoyen Forest déclare qu'en lisant les listes des candidats à la représentation publiée par le *National*, il n'a trouvé sur cinquante-cinq départements que trente-et-un ouvriers présentés. L'orateur exprime ses craintes sur la composition de l'Assemblée nationale; il engage tous les bons citoyens à veiller à leurs intérêts et à ne point se montrer insoucieux de leurs droits.

« Le citoyen président répond que du jour où la Convention ne ferait pas son devoir, elle serait supprimée. Du reste, on ne doit point se préoccuper des listes du *National* ni de toute autre liste; chacun fait la sienne. En ce moment, la seule acceptable, la seule pour laquelle on devra voter, sera celle élaborée par le Comité révolutionnaire, composé des délégués de tous les clubs, des corporations, de la garde nationale, de l'armée. On la fera imprimer, s'il le faut, à trois cent mille exemplaires.

Il faut absolument que les citoyens travailleurs soient indemnisés pour aller voter. Il n'y aura point de liberté politique véritable tant qu'on n'aura pas adopté cette mesure.

Le citoyen Gonon appuie le citoyen président.

« Le citoyen Caveiller demande que le nommé Goupillon, ouvrier chapelier, qui a livré les quatre sergents de La Rochelle, soit chassé du sol français. Le citoyen Villain demande qu'une pétition au Gouvernement soit rédigée dans ce sens et qu'on y adjoigne le nom du frère de Thiers, qui a figuré dans l'affaire de Caron, à Belfort.

« Le citoyen Marx réclame contre la mesure prise dans les entrepôts de ne plus admettre en consignation que les matières premières. Primitivement, les objets fabriqués étaient reçus; on donnait récépissé, et les petits fabricants pouvaient faire négocier ce récépissé au comptoir d'escompte. La mesure adoptée nouvellement fait au petit commerce le tort le plus grave. En conséquence, le citoyen Marx propose qu'il soit adressé une protestation au Gouvernement provisoire.

(Commune de Paris, Moniteur des Clubs.)

FAITS DIVERS.

Paris.

— M. Drouyn-de-Lhys est nommé membre de la haute commission des études scientifiques et littéraires, en remplacement de M. Edouard Laboulaye, démissionnaire.

— Le consulat général de France à Bagdad est supprimé, et M. de Loeve-Weimars, titulaire de ce poste, est révoqué.

— Le ministre des affaires étrangères s'est occupé de la réorganisation de son département, et a supprimé cinq places de sous-directeur.

— Le maire de Paris rappelle à tous les gardes nationaux qui ne sont pas armés que la distribution des armes se fait par le capitaine de chaque compagnie, assisté d'un conseil d'officiers et de sous-officiers. Tout citoyen inscrit sur les contrôles de la garde nationale, et qui n'a pas déjà reçu un fusil, en recevra un de la main du capitaine de sa compagnie. Des mesures prises par le ministre de la guerre et par le maire de Paris assurent l'armement complet de tous les gardes nationaux pour la grande revue qui aura lieu le jeudi 20 avril.

— L'entrée à Paris du 61^e régiment de ligne a été marquée par un incident assez curieux. Des groupes assez nombreux s'étaient formés dans le haut du faubourg Saint-Antoine, et paraissaient vouloir s'opposer à ce que les troupes franchissent la barrière. Enfin la tête de la colonne déboucha par la barrière du Trône, le fusil sur l'épaule et la baïonnette au bout du fusil, tenue de service. Des cris se firent entendre; quelques ouvriers firent mine d'entourer le colonel.

— Citoyens, dit celui-ci avec beaucoup de sang-froid, est-ce que le Gouvernement provisoire est renversé?

— Non certes!

— Eh bien! alors, laissez-moi donc passer; voilà ses ordres.

Et la foule, s'inclinant devant l'autorité populaire du Gouvernement de la République, ouvrit ses rangs à la troupe, et cria: Vive le colonel!

— La taxe du pain sera réduite à 28 centimes le kil. au lieu de 29, à partir du 16 avril.

— Nous lisons dans la *Commune de Paris*:

« Le Gouvernement provisoire va, dit-on, s'établir au palais des Tuileries. Les invalides civils seront installés au château de Meudon. »

— On assure qu'une armée de 40,000 hommes doit être formée sur les frontières du Nord.

— On dit qu'il est question de mettre quatre batteries sur le pied de guerre dans chaque régiment d'artillerie. Cette mesure donnerait, en cas de guerre, 336 pièces attelées et prêtes à entrer en ligne.

DONS PATRIOTIQUES.

(Communication de la commission centrale.)

— V. Schoelcher, sous secrétaire d'Etat au ministère de la marine, 500 francs.

— La compagnie de gendarmerie des Deux-Sèvres a versé, dans la caisse du receveur général à Niort, une journée de 352 francs à titre d'offrande à la patrie.

— Les employés du ministère des travaux publics ont versé la somme de 5,850 fr. 25 c.; cette somme est distincte de la retenue que ces employés se proposent d'offrir à la République.

— Les citoyens du 5^e bataillon de la garde nationale mobile ont versé la somme de 396 fr. 65 c.

— Les ouvriers et employés de la filature de coton du citoyen J.-B. Fournier, rue Popincourt, 48, 200 fr.

— Les citoyens distributeurs de journaux de l'administration Dory (service de la banlieue), produit d'une journée et demie de travail, la somme de 148 fr.

— Un ancien sapeur du génie, Charles Richelet, de ville-en-Vermois (Meurthe), n'ayant point d'argent, point d'argenterie, et voulant pourtant apporter à la République sa modeste offrande, ils se sont décidés, sa femme et lui, à envoyer les pauvres bijoux de celle-ci: deux boucles d'oreilles, un anneau en or; plus tard, quand les années auront fait de leurs enfants des hommes, ils donneront à la patrie deux soldats pour la défendre.

— Bougarel, garde mines, quatre bagues en or.

DÉPARTEMENTS.

— On nous écrit d'Etampes:

« Une bande de garçons meuniers, partis des environs de Paris après avoir parcouru l'arrondissement de Corbeil, visitant tous les moulins, forçant les ouvriers à les suivre, réduisant ainsi les usines au chômage, se dirigeait sur Etampes.

« Prévenu dans la nuit du dimanche 9 avril, M. Paulin Laurens, sous-commissaire du gouvernement de l'arrondissement d'Etampes, s'est empressé de se porter au devant de cette colonne dont la présence et les prétentions auraient été désastreuses dans une vallée qui fournit plus du tiers de l'approvisionnement de Paris. Il l'a rencontrée à 15 kilomètres d'Etampes, en avant du village d'Auvers.

« Par son attitude ferme et résolue, par son langage énergique, le sous-commissaire a arrêté la marche de cette colonne, composée de plus de deux cents hommes. Ne pouvant cependant déterminer ces ouvriers à rétrograder et à se disperser, M. Laurens est parvenu, par des ordres bien exécutés, à les envelopper dans les rangs de la garde nationale. Ainsi prisonniers, ils ont été amenés, au milieu de la population rassurée, à la station d'Etrecy, où un triage a été fait. Tous ceux qui avaient été forcés de suivre l'attroupement se sont retirés pour aller reprendre leurs travaux; les autres, au nombre de cent trois, ayant manifesté l'intention d'aller exposer leurs griefs à la commission des travailleurs, M. Laurens les a fait diriger sur Paris, où, le lendemain, il a présenté lui-même à M. Louis Blanc les deux délégués de ces ouvriers.

« Dans cette circonstance, M. Laurens a bien compris et a su énergiquement défendre, non-seulement les intérêts de notre arrondissement, mais ceux bien plus chers de la République. Quels malheurs n'aurait-il pas en effet pu résulter du chômage des moulins qui approvisionnent Paris. »

— On lit dans le *Courrier de Marseille* du 11:

« Depuis les derniers jours de la semaine passée, l'esprit d'insubordination s'est introduit parmi les travailleurs de nos ateliers communaux: les piqueurs, l'ingénieur en chef lui-même, ont été insultés.

« Hier matin, un certain nombre de ces ouvriers se sont portés vers la préfecture, demandant une augmentation de salaire et adressant au commissaire de notre gouvernement les demandes les plus

exagérées. Ils ont insulté le poste de la garde nationale et lancé de la boue au factionnaire.

« Au premier signe de cette agression, par un mouvement spontané, de nombreuses compagnies de la garde nationale se sont rassemblées et sont accourues sur les points qui leur étaient indiqués.

« Tout est de suite rentré dans l'ordre. »

— Le citoyen James Demony, commissaire général du gouvernement, a, dès son arrivée à Besançon, pris des mesures énergiques.

Par un premier arrêté, il révoque le citoyen Convers de ses fonctions de maire de la ville de Besançon, et nomme, pour le remplacer, le citoyen Favre, et déclare en outre qu'il sera prochainement pourvu à la réélection du conseil municipal.

Un second arrêté révoque aussi le colonel de la garde nationale, qui avait donné l'ordre de marcher sur la préfecture dans les troubles qui ont eu lieu ces derniers jours à Besançon.

— On lit dans le *Censeur de Lyon* du 13:

« Notre ville était calme depuis huit ou dix jours, lorsque lundi soir des hommes, pour la plupart inconnus, se sont répandus dans les chantiers ouverts par l'administration, et ont poussé les hommes qui y sont occupés à faire une manifestation et à demander que les divers forts occupés par la troupe de ligne leur fussent remis. Durant toute la soirée, des pétitions dans ce sens furent colportées par la ville. Hier, en effet, au moment où la garde nationale se retirait après avoir accompagné un régiment qui quittait Lyon et allait prendre position dans l'armée des Alpes, une troupe nombreuse, en partie armée, est venue se ranger devant le fort Lamothe et a demandé à l'occuper. Le commandant de ce fort a refusé de le rendre sans un ordre exprès.

« Sur l'observation qu'on ne pouvait pas agir sans le consentement du commissaire extraordinaire du gouvernement, quelques hommes ont été envoyés à la préfecture. M. Arago a essayé de leur persuader que ce serait faire injure à l'armée, qui a fraternisé avec le peuple, que de lui enlever les fortifications dont la garde lui est confiée et qui lui servent de casernes; ils durent se retirer sans avoir rien obtenu, et après une déclaration formelle à cet égard.

« Cependant cette réponse, rapportée à ceux qui stationnaient devant le fort, n'avait pas calmé l'effervescence; le rassemblement grossissait; les envoyés se succédaient à la préfecture. Enfin, M. Arago, pour éviter une collision qu'on lui disait imminente, consentit à l'introduction dans le fort de vingt-cinq hommes faisant partie de la garde nationale, et écrivit dans ce sens à l'autorité militaire et au maire provisoire de la Guillotière. Celui-ci se rendit, en effet, au fort Lamothe; mais le général Bourjolly refusa d'y laisser pénétrer personne autre.

« L'effervescence grandissait; la société ouvrière des *Voraces* et quelques citoyens qui s'étaient joints à eux faisaient tous leurs efforts pour la calmer; une lettre adressée de Paris à un homme qui remplit des fonctions importantes à Lyon, lui apprenait que des agents de la police secrète de l'ancien gouvernement étaient partis pour Lyon dans le but d'exciter des désordres; des mesures étaient prises pour arrêter l'un d'eux, qui paraît être leur chef.

« Cependant le bruit qu'une collision allait avoir lieu se répandait partout; une partie de la garde nationale fut convoquée et vint occuper ses places d'armes.

« Cette situation se prolongea jusque vers neuf heures; les exhortations réussirent enfin à calmer ceux qui demandaient la remise des forts, et ils consentirent à se retirer, ce qu'ils ont fait sans que nous ayons eu aucun malheur à déplorer. »

— M. Emm. Arago a fait afficher ce matin la proclamation suivante:

« Des manifestations fâcheuses viennent de se produire à Lyon. Des citoyens réclament l'introduction du peuple dans les forts. Eh quoi! se défileraient-ils de l'armée, de notre grande et généreuse armée républicaine, qui va marcher à la frontière pour la défense et pour la gloire de la République? Voudrait-on par hasard que nos braves soldats, sur le champ de bataille, portassent avec eux cette pensée amère que leurs concitoyens n'ont pas en eux la confiance qu'ils méritent si bien? »

« Citoyens de Lyon, que tous ceux d'entre vous qui veulent la République solide et glorieuse, protestent avec énergie contre de pareilles idées et contre de tels actes. Croyez-en, citoyens, la foi républicaine d'un homme qui s'est consacré tout entier au service du peuple. Et sachez bien, vous tous qui vous êtes dévoués à la République, qu'en nous affaiblissant par des divisions, nous comblons de joie nos ennemis, ceux qui voudraient faire croire à l'Europe que le gouvernement républicain est impossible en France. Vive la République! »

« Emmanuel ARAGO. »

— On lit dans le *Journal de Toulouse*, 11 avril:

« Le commissaire du Gouvernement dans le Tarn-et-Garonne a quitté Montauban et s'est rendu à Toulouse. Une batterie d'artillerie est partie pour Montauban. Nous n'avons pas reçu aujourd'hui le journal de cette ville. »

— La ville de Beauvais a été le théâtre de scènes qui ont abouti à la démission et au départ instantané de deux sous-commissaires du Gouvernement. M. Barillon fut subitement révoqué de ses fonctions. On apprit le samedi à Beauvais que ses successeurs désignés étaient MM. Desormes et Jaquin. Le lundi suivant les commissaires étaient changés: c'étaient MM. Desormes et Martigny-Desroches. Ce même jour, à quatre heures, M. Barillon remit ses pouvoirs à M. Desormes. A quatre heures et demie d'autres commissaires se sont présentés pour réclamer le même service. Le mardi, le bruit courait à Beauvais que de nouveaux commissaires étaient arrivés et venaient de descendre à l'hôtel du Cygne avec de nouveaux pouvoirs; on connut enfin le nom des vrais commissaires: c'étaient MM. Ch. Place, Dairins, Jouvante et Raoul Legout.

Le 10, la nouvelle se répandit alors que, par un arrêté des commissaires, les élections de la garde nationale étaient suspendues. Quelques citoyens se portèrent à la Préfecture pour obtenir le retrait de l'arrêté de suspension; ils obtinrent pour réponse que l'autorité ne pouvait rester vaincue dans la lutte.

Au milieu de cette agitation, on sut que M. Danse, président du tribunal civil, était suspendu, et qu'il en avait référé à la note insérée dans le *Moniteur*, portant que les suspensions dans la magistrature inamovible ne pourraient être prononcées que d'accord par les ministres de l'intérieur et de la justice. On apprit alors que la suspension de M. Danse avait pour motif la fondation du journal le *Bien public*, à l'occasion de laquelle les commissaires avaient, disait-on, ordonné des poursuites contre MM. Barillon et Donatien Marquis, et le peu d'activité que le président du tribunal avait mise dans ces poursuites. Le lendemain, les commissaires annoncèrent l'intention d'employer la force pour empêcher M. Danse de monter sur son siège.

Sur ces entrefaites, une troupe de trois à quatre cents personnes se porta sur la préfecture; en un instant, l'hôtel des commissaires du Gouvernement fut cerné à l'extérieur et une scène fort vive se passa à l'intérieur entre les délégués de l'autorité et plusieurs citoyens notables. M. Ch. Place déclara qu'il allait se transporter au palais de justice, et que force resterait à l'autorité. Il requit M. Daniel d'aller commander le poste. M. Daniel déclara qu'il ne marcherait pas contre le tribunal. M. Place lui dit de lui rendre son épée. M. Daniel hésitait; le général Lanthoumet lui conseilla de rendre son sabre, que l'officier remit entre les mains du général; mais aussitôt après il ouvrit la fenêtre et jeta le fourreau dans la cour. Le poste tout entier, armé de ses baïonnettes et de ses sabres, monta au pas de course vers le cabinet où se trouvaient les commissaires. Le capitaine, M. Carrel, arriva le premier, et se posa en travers de la porte, qu'il barra avec son sabre, et parvint à prévenir des voies de fait qui, sans son énergie, eussent été inévitables.

« Que demande la garde nationale? » s'écria M. Place. Le poste demandait deux choses: qu'on rendit le sabre au lieutenant et qu'on

révoquât l'arrêté de suspension. M. Place rendit le sabre à M. Daniel; quant à la suspension, il répondit qu'il avait des ordres et que ces ordres devaient être exécutés. Cette déclaration excita un tumulte plus affreux encore. M. Place fut alors forcé de céder; il vint haranguer la compagnie et déclara que l'arrêté de suspension était rapporté.

Cependant la foule qui encombra les alentours de la préfecture commençait à tenter l'escalade de l'hôtel; le maire, consulté dans cette grave circonstance par les commissaires, répondit à M. Place qu'on exigeait la retraite de MM. Legout et Jouvante, qui donnèrent aussitôt leur démission.

La foule demanda davantage, elle exigea le départ immédiat des trois commissaires. Le maire de Beauvais descendit, monta sur une borne et harangua le peuple pendant plus d'une heure. Il promit que les deux sous-commissaires allaient quitter la ville. Quant au commissaire en chef, M. Place, le maire demanda qu'on respectât en lui le représentant de l'autorité. M. Place est resté à Beauvais.

Tel est le résumé des faits racontés par le *Bien public* de Beauvais et le *Journal de l'Oise*.

ÉTRANGER.

Angleterre.

LONDRES. — *Chambres des Communes*. — Séance du 12 avril. — L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité sur le bill de protection de la couronne et du gouvernement.

Lord John Russell: Je désire que l'assemblée ne perde pas de vue que nous vivons dans un temps extraordinaire. Aujourd'hui, nombre de gens croient devoir convoquer des confédérations pour déclarer la guerre à la souveraineté pour séduire et corrompre les troupes et pour les combattre à main armée dans le cas où la séduction et la corruption ne réussiraient pas (écoutez!) Je crois que, dans de telles circonstances, le pays, loin de trouver que le ministère a trop précipitamment agi, trouve au contraire qu'il a peut-être tardé. — Quant à moi, en présence des desseins avoués par des hommes criminels, je rougirais à la vue d'un danger imminent, de me laisser assez imposer par l'autorité de M. Fox pour négliger de prendre les précautions nécessaires. Je conserve toutes les autres parties du bill; mais je suis tout disposé à limiter la partie qui concerne les discours tenus en public et de propos délibéré. — Les mesures présentées par le gouvernement, l'ont été dans la conviction profonde que la paix de l'Angleterre méritait d'être préservée. — C'est au ministère qu'est confié le soin de conserver les institutions du pays, sa monarchie et sa constitution, et le ministère ne manquera pas à ce mandat important. (Applaud.)

— On dit que la corporation de Londres a le projet de consacrer un terrain immense à la construction de maisons d'habitation qui serviraient à recevoir la partie ouvrière de la population la plus nécessaire. On ne donne pas encore de détails sur ce plan, mais assurément, l'idée est excellente et le développement aurait pour la métropole la plus grande utilité.

— Une prime additionnelle de 2 pour cent est imposée pour assurances de bâtiments anglais et de leurs cargaisons pour la Baltique, afin de couvrir le risque de guerre occasionné par l'attitude menaçante de la Confédération germanique contre le Danemark. Les bâtiments des Etats de la Confédération sont assujettis à un taux plus élevé.

— Dans la dernière réunion de la *Convention nationale*, M. Kydd a proposé une résolution pour protester contre le bill du marquis de Lansdowne relatif à l'éloignement des étrangers.

— La pétition monstre, loin d'être revêtue de 5 à 6 millions de signatures, comme le disait M. Feargus O'Connor, en compte à peine 2 millions. Beaucoup de signatures sont apocryphes: témoin celle de la reine Victoria que l'on dit y être apposée. La signature du duc de Wellington s'y trouve aussi reproduite plus de vingt fois. Il y a des milliers de sobriquets, des mots grossiers; tout le vocabulaire le plus dégoûtant de la langue anglaise. Les employés de la chambre des communes, étant chargés de vérifier les signatures apposées sur la pétition ont constaté ces fraudes. Le système des fausses signatures a même été poussé si loin, cette fois, que peut-être il serait bon de procéder à une enquête afin que la chambre des Communes ne soit plus exposée à de si mauvaises plaisanteries. (Sun.)

Irlande.

DUBLIN, 11 AVRIL. — Les nouvelles de Londres ont achevé de décourager les Mitchellistes: pas d'encouragement de Paris ni de Londres! Toutefois, l'armement continue; les basses classes se procurent des armes à feu et des piques, et dernièrement, dans le club de M. Doyle, dans D'Olier-Street, on s'efforçait de prouver la supériorité de la pique comme arme offensive. Le *Cork Examiner* dit que l'exercice au tir continue et que les jeunes tireurs sont d'une dextérité surprenante. Des constables assistent eux-mêmes à cet exercice. On dit qu'à Clonmel plusieurs soldats catholiques ont signé la pétition du Repeal et que leurs noms ont été signalés sur la feuille.

Suisse.

— On lit dans la *Gazette fédérale* du 11 avril: Des ouvriers suisses renvoyés de Lyon sont arrivés à Gènes: ils sont indignés de la manière dont ils ont été traités à Lyon, ils n'étaient pas sans travail, et il n'est pas douteux que dans cette affaire les traités existants entre la France et la Suisse n'aient été violés. Le gouvernement de Genève s'est adressé à ce sujet au général Thiard, ambassadeur de France. Mais il y a lieu de croire que dans ces circonstances, les réclamations de la confédération seront aussi inutiles que l'ont été celles de l'Angleterre dans une circonstance analogue.

(Gazette fédérale, 11 avril.)

Allemagne.

— RENDSBURG, 10 avril. — Les Danois sont entrés dans Schleswig: nos troupes se sont retirées à Wiltense, où se trouve notre armée. — Les Danois se proposent de faire un débarquement à Eckernförde. On ne pourra pas les en empêcher, mais ils seront attaqués. — Les habitants de la partie nord de la ville de Sleusbourg nous ont trahis. L'ennemi, favorisé par le hasard, a jusqu'ici l'avantage; cependant, personne ne doute que notre cause finisse par triompher.

(Bersenhalle, du 11 avril.)

DUCHÉ DE NASSAU. — Une déclaration revêtue de la signature de 2,000 habitants de Wiesbaden, vient d'être publiée. C'est un manifeste contre la République. Les signataires s'expriment ainsi: « Nous sommes convaincus qu'une monarchie libérale et populaire est, dans les circonstances actuelles, la meilleure forme de gouvernement. Nous voulons réaliser les demandes faites par les habitants de Nassau, le 4 mars, et à eux accordées. Le Grand duc a tenu parole, nous avons eu confiance en lui, il faut qu'il puisse aussi compter sur nous. Nous ne voulons point d'agitation, mais le progrès lent et paisible. Nous aurons soin des pauvres et des ouvriers sans travail. Nous voulons la liberté pour tous et le respect de toutes les convictions honnêtes. — Wiesbaden, 7 avril 1848. » (Gazette de Carlsruhe.)

— GRAND DUCHÉ DE POSEN, Pleschen, 7 avril. — Ce matin, les militaires polonais se sont préparés à l'attaque. Des barricades ont été élevées sur tous les points importants; vers midi, 2,000 Uhlans sont arrivés; ils étaient suivis des nobles, accompagnés de leurs hommes armés de faux: Pleschen est devenu le rendez-vous de tous les cercles des environs; il a été décidé qu'on ne laisserait pas entrer

de Prussiens dans la ville. Hier soir, à 9 heures, on a crié aux armes et sonné le tocsin pour faire un essai. Les barricades ont été occupées; les troupes prussiennes ne pourront s'emparer de la ville sans faire de grands efforts.

(Gazette de Cologne, 13 avril.)
— CASSEL, 10 avril, 1 heure du matin. — En ce moment, une révolte terrible éclate dans la ville. On bat la générale, le tocsin sonne. — Avant-hier, M. de Motz, ministre des finances, a reçu un charivari. Il y en a eu un aussi devant la maison de l'ex-ministre de la guerre et devant d'autres maisons. Il y a eu de graves dégâts, et des hommes de la garde civique qui voulaient rétablir l'ordre ont été blessés. — Hier soir, un grand nombre de jeunes gens ont conçu le projet de donner une sérénade aux nouveaux ministres. Déjà ils avaient commencé par le ministre Eberhard, ils se rendirent ensuite chez M. de Baumbach, ministre de la justice. Tout-à-coup le cortège fut arrêté dans le voisinage de la caserne des gardes du corps. Un piquet chargé, fit feu, et plusieurs personnes furent blessées, et même une tuée. — Une exaspération difficile à décrire s'empara de tous les esprits par suite de cette odieuse provocation. On fit immédiatement des barricades dans toutes les rues. L'arsenal fut pris d'assaut et les armes enlevées. — Les gardes du corps prirent la fuite. On tira sur eux, on entra dans la caserne, mais on n'y trouva que des malades. Elle fut sur le champ démolie. Le bourgmestre eut toutes les peines imaginables pour empêcher le peuple d'y mettre le feu. Plus de 4,000 hommes sont sous les armes. On voit des jeunes gens de 14 à 15 ans armés de pistolets et de magnifiques carabines.

Trois heures. — Le départ des gardes du corps a calmé l'irritation des esprits, mais les barricades sont maintenues, et elles ne seront enlevées qu'après que les gardes du corps seront licenciés, et les officiers mis en accusation. Ces derniers sont des dandys nobles qui avaient annoncé il y a quelques jours, qu'à la première occasion ils feraient exécuter des charges contre les bourgeois.

(Journal allemand de Francfort du 12 avril.)

Espagne.

Le colonel Rengiso a été envoyé en exil à Puente del Azzobispo, province de Tolède.

— La reine de Portugal a envoyé au général Narvaez la grande croix de chevalier de l'ordre de la Tour et de l'épée, comme preuve de son estime.

Autriche.

VIENNE, 9 avril. Le 28 mars, le prince Frédéric de Schwarzenberg, notre ambassadeur à Naples, est parti de cette ville. Le 25 mars, dans la soirée, un attroupement se forma devant l'hôtel de l'ambassadeur; on arracha les armes autrichiennes et on les brûla sur la place publique. Un détachement de la garde nationale qui était présent, resta impassible devant cette violation du droit des gens. Le soir même, le prince de Schwarzenberg demanda au gouvernement napolitain une réparation de l'insulte qu'il avait reçue. Dans la matinée du 27, comme il n'avait pas encore reçu de réponse, il envoya une deuxième note, en déclarant qu'un plus long silence le déciderait à rompre toute relation diplomatique avec le gouvernement napolitain.

Dans la journée, le prince Cariati répondit au prince de Schwarzenberg que les individus qui l'avaient insulté n'étaient pas des sujets napolitains et qu'il regrettaient vivement ce qui s'était passé. — Le prince n'ayant pas trouvé ces explications satisfaisantes, et de plus le gouvernement napolitain ayant autorisé la formation de corps francs pour aller combattre dans la haute Italie, a jugé à propos de se retirer.

(Gazette Universelle de Prusse, 12 avril.)

Turquie.

— CONSTANTINOPLE. — Dimanche dernier, des ouvriers français, tailleurs, etc., etc., ayant à leur tête un Italien nommé Joski, allèrent à l'hôtel de l'Ambassade pour y insulter l'ambassadeur. Ils exigèrent qu'il leur ouvrît ses salons pour une danse nationale. Pendant ce temps on enlevait des portes de l'hôtel les armes de l'ancien gouvernement. — M. de Bourqueney indigné, les somma de se retirer et de respecter le droit de propriété. — Ils répondirent que l'hôtel appartenait à la nation française et qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Cette scène pénible cessa subitement par l'arrivée de soldats turcs, à la vue desquels les républicains décampèrent sur-le-champ.

(Correspondance du Morning-Post.)

— On écrit de Constantinople, le 27 mars, au Morning-Post du 13 avril. — La nomination du général Fabvier à l'ambassade de France à Constantinople a produit un mauvais effet. Le nom de cet ambassadeur qui rappelle aux Turcs leur expulsion de la Morée sonne mal à leur oreille. Cette nomination, du reste, s'accorde assez avec les projets de régénération de la Turquie conçus par l'école sentimentale d'hommes d'Etat européens à laquelle appartient M. Lamartine comme disciple très-distingué. La seule difficulté (et elle est grande), attachée à l'exécution de ces projets c'est que la masse de la population repousserait la domination grecque. M. Cor, premier drogman de l'ambassade de France, a été nommé provisoirement chargé d'affaires de France à Constantinople.

ACTES OFFICIELS.

Extrait du MONITEUR DU 15 AVRIL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

A TOUS LES CITOYENS.

Que tous les citoyens qui ne se sont pas encore portés sur les listes électorales se hâtent de se faire inscrire dans les mairies.

Le moment approche où les listes, même supplémentaires, seront closes irrévocablement.

C'est le 20 de ce mois, à minuit, qu'aura lieu cette clôture définitive des listes.

Le premier devoir des citoyens est de se mettre en mesure d'exercer leurs droits.

Il n'y a pas un instant à perdre, et il y va du plus pressant intérêt de la République.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Au nom du peuple français.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu le décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848;

Arrête :
Art. 1^{er}. Est prorogé d'un mois de délai accordé par l'arrêté du 13 mars dernier, pour l'enregistrement, sans droit en sus ou amendes, des actes sous signatures privées qui n'ont pas été soumis à cette formalité, contrairement aux lois; et pour faire, sous le même bénéfice, la déclaration des biens transmis, soit entre vifs, soit par décès, ou pour réparer les omissions de biens et les insuffisances de prix ou d'estimation que les actes et déclarations peuvent présenter.

Art. 2. Pourront être enregistrés sans droits en sus, à partir de la publication du présent arrêté, jusqu'à l'expiration du délai résultant de l'article ci-dessus, les jugements qui ne l'ont point été dans les vingt jours de leur date, à défaut de consignation des droits aux mains des greffiers conformément à l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an 7.

Art. 3. Les exceptions et conditions indiquées dans les art. 3 et 4 de l'arrêté du 13 mars 1848 sont maintenues; elles seront applicables aux jugements qui font le sujet de l'art. 2 du présent.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Pour le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Le sous-secrétaire d'Etat,
E. DUCLÈRE.

Au nom du peuple français.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu l'article 24 de la loi du 31 mai 1846, portant que les fabricants de sucres indigènes qui voudront acquitter les droits au comptant, au lieu de souscrire des obligations, jouiront, pour le temps que celles-ci auront à courir d'un escompte calculé au même taux que pour les sucres coloniaux;

Vu l'arrêté du 29 mars 1848, qui élève à 5 p. 0/10 par an le taux de l'escompte sur les sucres coloniaux,

Arrête ce qui suit :
Art. 1^{er}. A partir de la publication du présent arrêté, l'escompte accordé aux fabricants de sucres indigènes par le troisième paragraphe de l'art. 24 de la loi du 31 mai 1846, sera calculé à raison de 5 p. 0/10 par an.

Art. 2. Les autres dispositions des règlements relatifs à l'escompte pour le droit sur les sucres indigènes sont maintenues.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Pour le ministre des finances,

Le sous-secrétaire d'Etat,
E. DUCLÈRE.

Au nom du peuple français.

Le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu le décret du 21 mars dernier et les arrêtés des 21 et 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat contre des récépissés transmissibles par voie d'endossement;

Vu les deux arrêtés du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Seine-Inférieure, en date, l'un du 23 mars dernier, l'autre du 6 avril présent mois;

Vu l'arrêté des commissaires du Gouvernement provisoire dans le département de la Charente, en date du 28 mars dernier,

Arrête :
Art. 1^{er}. Le magasin de l'entrepôt des douanes de la ville de Rouen et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le bâtiment de l'ancienne école de marine à Angoulême et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 3. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général pour être notifié à lui de droit.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Pour le ministre,

Le sous-secrétaire d'Etat,
DUCLÈRE.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 14 avril, ont été nommés :

Deuxième avocat général à la cour d'appel de Toulouse, M. Fages, avocat, en remplacement de M. Lafliteau;

Troisième avocat général à la même cour, M. Cassas, avocat, en remplacement de M. Deliqué;

Premier substitut du procureur général près la cour d'appel de Toulouse, M. Homps (Henri), avocat, en remplacement de M. Pinel de Truilhas;

Deuxième substitut du procureur général près la même cour, M. Deyrem, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Thomas Latour;

Premier substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Toulouse, M. Albin Saccarere, avocat, en remplacement de M. Vaisse;

Deuxième substitut près le même tribunal, M. Pitit (Alexis), avocat, en remplacement de M. Cassagnes;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Villefranche (Haute-Garonne), M. Rouaix, avocat, en remplacement de M. Bellecour;

Substitut près le même tribunal, M. Manadé, avocat, en remplacement de M. Desarnaud;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Muret (Haute-Garonne), M. Lavignerie, substitut au même siège, en remplacement de M. Redin de la Villate;

Substitut près le tribunal de première instance de Muret (Haute-Garonne), M. Balby, avocat, en remplacement de M. Lavignerie, appelé à d'autres fonctions;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), M. Lapeyrie, ancien magistrat, en remplacement de M. Sacaze;

Deuxième substitut près le même tribunal, M. Carrère (François), avocat, en remplacement de M. Audibert;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Castres (Tarn), M. Hilaire, bâtonnier de l'ordre des avocats, en remplacement de M. Dejean;

Substitut près le même tribunal, M. Cazes, avocat, en remplacement de M. Heilles;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Gaillac (Tarn), M. Carjenc (Emile), avocat, en remplacement de M. Latour;

Substitut près le même tribunal, M. Andrieu, avocat, en remplacement de M. Vialas;

Substitut près le même tribunal, M. Rigal, avocat, en remplacement de M. Canbet;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Montauban (Tarn-et-Garonne), M. Taillade, bâtonnier de l'ordre des avocats, en remplacement de M. de Gayral;

Premier substitut près le même tribunal, M. Ansas, avocat, en remplacement de M. Laffon-Boutary;

Deuxième substitut près le même tribunal, M. Gisclard, avocat, en remplacement de M. Baron;

Substitut près le même tribunal, M. Flamand, avocat, en remplacement de M. Marion-Brésilhac;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Moissac (Tarn-et-Garonne), M. Cabantous, substitut près le même siège, en remplacement de M. Villeneuve, appelé à d'autres fonctions;

Substitut près le même tribunal, M. Latailhède, avocat, en remplacement de M. Cabantous, appelé à d'autres fonctions.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, de la même date, ont été nommés :

Président du tribunal de première instance de Saint-Pol (Pas-de-Calais), M. Lenglet, président du tribunal de première instance de Douai, en remplacement de M. Bonnard, non acceptant;

Substitut près le même tribunal, M. Hangar (Eugène), en remplacement de M. de Bourlaud;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Pamiers (Ariège), M. Vidal (Hyacinthe), avocat, en remplacement de M. Taupiac;

Substitut près le même tribunal, M. Gorgnos fils, juge suppléant à ce siège, en remplacement de M. de Lazerte;

Substitut près le tribunal de première instance de Saint-Girons (Ariège), M. Font (Augustin), avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Montané-Laroque;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance d'Alby (Tarn), M. Villeneuve, commissaire du Gouvernement près le tribunal de Moissac, en remplacement de M. Dole;

Premier substitut près le même tribunal, M. Gouazé (Noël), juge suppléant ou tribunal de Foix, en remplacement de M. Mersie;

Président du tribunal de première instance de Douai (Nord), M. Rossignol, juge au même siège, en remplacement de M. Lenglet, appelé à d'autres fonctions;

Juge au tribunal de première instance de Douai (Nord), M. Deusy, avoué à la cour d'appel de Douai, en remplacement de M. Rossignol, appelé à d'autres fonctions.

— Le même arrêté admet à faire valoir leurs droits à la retraite, MM. Bryon, conseiller à la cour de cassation, et Daguene, premier président de la cour d'appel d'Orléans.

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Cherbourg (Manche), M. Leroy, précédemment nommé substitut près le siège de Bayeux, en présence de M. Légiillon, non acceptant;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Dole (Jura), M. Houdaille, ancien substitut près le siège d'Epinal, en remplacement de M. Jolly, appelé à d'autres fonctions;

Circular du ministre de l'intérieur aux commissaires généraux des départements.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Citoyen commissaire,

Nous touchons aux élections : encore quelques jours, et le peuple français tout entier, usant de sa souveraineté si glorieusement conquise, proclamera les noms de ses mandataires. A la veille de ce grand acte de sa toute-puissance, il est utile que le gouvernement né de la révolution, chargé de conserver intacte et pure la victoire populaire, expose une dernière fois sa pensée à ceux qui le représentent et le défendent sur toute la surface de la république.

Déjà je vous l'ai dit : des élections dépend l'avenir du pays. Sincèrement républicaines, elles lui ouvrent une ère brillante de progrès et de paix; réactionnaires ou même douteuses, elles le condamnent à de terribles déchirements. Votre constant effort a donc été, doit être encore d'envoyer à l'assemblée nationale des hommes honnêtes, courageux et dévoués jusqu'à la mort à la cause du peuple.

Mais ici se présente une question que les partis ont dénaturée, et sur laquelle il convient de s'expliquer sans faiblesse et sans réticence. Le temps des ruses et des fictions est passé : nous sommes assez forts pour être vrais.

Le gouvernement doit-il agir sur les élections ou se borner à en surveiller la régularité ?

Je n'hésite pas à répondre que, sous peine d'abdiquer ou même de trahir, le Gouvernement ne peut se réduire à enregistrer des procès-verbaux et à compter des voix; il doit éclairer la France et travailler ouvertement à déjouer les intrigues de la contre-révolution, si, par impossible, elle ose relever la tête.

Est-ce à dire que nous imitions les fautes de ceux que nous avons combattus et renversés? Loins de là. Ils dominaient par la corruption et le mensonge, nous voulons faire triompher la vérité; ils caressaient l'égoïsme, nous faisons appel aux sentiments généraux; ils étouffaient l'indépendance, nous lui rendons un libre essor; ils achetaient les consciences, nous les affranchissons. Qu'y a-t-il de commun entre eux et nous ?

Mais c'est précisément parce que leurs odieuses pratiques ont profondément altéré les mœurs des classes officielles, qu'il est nécessaire de parler haut et ferme, et de détruire les semences d'erreur et de calomnie répandues par eux si longtemps.

Quoi! nous sommes libres d'hier, il y a quelques semaines encore nous subissions une loi qui nous ordonnait avec amende et prison de n'adorer, de ne servir, de ne nommer que la monarchie; la République était partout représentée comme un symbole de spoliation, de pillage, de meurtres, et nous n'aurions pas le droit d'avertir la nation qu'on l'avait égarée; nous n'aurions pas le droit de nous mettre perpétuellement en communication avec elle pour lui ouvrir les yeux ?

Hommes publics sans prévoyance et sans foi politique, nous laisserions insulter notre drapeau! nous nous exposerions à l'enseigner dans une guerre civile pour n'avoir pas osé le déployer librement !

Non, nous ne méconnaitrons pas à ce point notre devoir. Apôtres de la révolution, nous la défendrons par nos actes, nos paroles, nos enseignements. Vigilants et résolus contre ses ennemis, nous lui conquerrons des partisans en la faisant connaître. Ceux-là seuls qui ne la comprennent pas peuvent la redouter.

Ces principes, citoyen commissaire, tracent la ligne de votre conduite. S'il vous était possible de vous multiplier, d'être partout à la fois, de mettre à chaque heure votre pensée en contact avec la pensée publique, vous ne feriez rien de trop. Digne missionnaire des idées nouvelles auxquelles le monde appartient, vous prépareriez leur pacifique avènement. Ce qu'il y a de praticable dans cette laborieuse tâche doit être accompli par vous, par vos amis, par vos écrits, par vos discours; répandez la lumière à flots. Qu'à tous les yeux brille dans son éclat majestueux la grande et noble figure de la République régénérant l'humanité par sa puissance morale, effaçant les distinctions de classes, appelant tous les citoyens à la réalisation politique du dogme de la fraternité, dégageant le travail et l'intelligence des entraves qui l'étouffent, faisant enfin de notre admirable France la plus libre, la plus heureuse, la plus forte des nations !

Ainsi s'exercera votre influence : l'intimidation et la violence provoquent les révoltes; la corruption dégrade et ruine le pouvoir; l'enseignement viril est la seule arme dont puissent se servir les chefs révolutionnaires du peuple : elle leur suffit pour triompher de toutes les résistances.

Mais, afin que cet enseignement soit fécond, puisez vos inspirations aux sources vraiment populaires. Que partout des réunions soient organisées : que chacun, même le plus humble, soit mis en demeure d'y produire sa pensée. Dieu, qui seul a connu si longtemps les misères du peuple, seul aussi connaît les trésors de bon sens et de moralité que recèlent les masses; brisez la couche épaisse qui les enfouit encore.

Ainsi profondément et pacifiquement remué, le pays, malgré le peu de temps qui lui a été laissé pour se recueillir et se reconnaître, pourra distinguer ceux qui méritent l'insigne honneur de le représenter. Dans toutes les occasions où vous serez appelé à le guider, pénétrez-vous de cette vérité que nous marchons vers l'anarchie si les portes de l'assemblée sont ouvertes à des hommes d'une moralité et d'un républicanisme équivoques.

Ceux qui ont adopté l'ancienne dynastie et ses trahisons, ceux qui limitaient leurs espérances à d'insignifiantes réformes électorales, ceux qui prétendaient venger les mânes des héros de Février en courbant le front glorieux de la France sous la main d'un enfant, ceux-là peuvent-ils être les élus du peuple victorieux et souverain, les instruments de la révolution ?

Votre conscience a répondu : Quelle confiance peuvent-ils inspirer, ceux dont le cœur ne s'est point ouvert aux souffrances du peuple, et dont l'esprit a si longtemps méconnu ses vœux et ses besoins ?

Ne regardaient-ils pas eux-mêmes comme un défi à la Révolution que des hommes qui ont attaqué, calomnié la Révolution, devinssent aujourd'hui les organisateurs de la constitution républicaine.

Eh bien ! puisque le choc impétueux des événements leur a subitement dessillé les yeux, soit, qu'ils entrent dans nos rangs, mais qu'ils n'aspirent ni à nous commander, ni à nous conduire. Qu'ils

marchent à l'ombre du drapeau du peuple, mais qu'ils ne songent pas à le porter. A la moindre secousse, leur âme se troublerait, et, revenant malgré eux aux convictions de toute leur vie, ils affaibliraient la représentation nationale de toutes les incertitudes, de toutes les transactions familières aux opinions chancelantes et aux dévouements d'apparat.

Que le peuple s'en défie donc et les repousse. Mieux vaudrait des adversaires déclarés que ces amis douteux.

Citoyen commissaire, ce qui fait la grandeur du mandat de représentant, c'est qu'il investit celui qui en est revêtu du pouvoir souverain d'interpréter et de traduire l'intérêt et la volonté de tous.

Or, celui-là seul en usera dignement, qui ne reculera devant aucune des conséquences du triple dogme de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

La liberté, c'est l'exercice de toutes les facultés que nous tenons de la nature, gouvernées par notre raison.

L'égalité, c'est la participation de tous les citoyens aux avantages sociaux, sans autre distinction que celle de la vertu et du talent.

La fraternité, c'est la loi de l'amour unissant les hommes et de tous faisant les membres d'une même famille.

De là découlent : l'abolition de tout privilège, la répartition de l'impôt en raison de la fortune, un droit proportionnel et progressif sur les successions, une magistrature librement élue et le plus complet développement de l'institution du jury, le service militaire pesant également sur tous, une éducation gratuite et égale pour tous, l'instrument du travail assuré à tous, la reconstitution démocratique de l'industrie et du crédit, l'association volontaire partout substituée aux impulsions désordonnées de l'égoïsme.

Quiconque n'est pas décidé à sacrifier son repos, son avenir, sa vie au triomphe de ces idées; quiconque ne sent pas que la société ancienne a péri, et qu'il faut en édifier une nouvelle, ne serait qu'un député traître et dangereux. Son influence compromettrait la paix de la France.

Jose croire, citoyen commissaire, que ces pensées sont les vôtres, et qu'elles trouveront en vous un interprète sûr et dévoué. Laissez-moi vous dire que vous ajouterez à l'autorité morale des résolutions qu'elles vous inspireront en donnant l'exemple de l'abnégation personnelle et de la réserve dans la recherche des suffrages. Ce serait bien mal comprendre, ce serait abaisser votre mission que de la consacrer à faire réussir votre candidature. Votre dignité en souffrirait autant que le pouvoir de la République. Si vos concitoyens viennent à vous, acceptez leur mandat comme la plus noble récompense de vos travaux; mais gardez-vous de solliciter ce qui cesserait d'avoir du prix le jour où on pourrait soupçonner que le commissaire a fait le député. Le Gouvernement vous tiendra compte du soin avec lequel vous vous conformerez à cette partie de ces instructions. N'oubliez pas que nous nous devons tous au pays, qu'il attend de nous de grandes choses, et que l'heure est venue d'élever notre âme au-dessus de toutes les préoccupations de l'intérêt privé.

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur, LÉDRU-ROLLIN.

BOURSE DE PARIS DU 14 AVRIL.

AU COMPTANT.

Cinq 0/0, j. 22 mars.	57 1/2	Cinq 0/0 de l'Etat rom.	48 0/0
Quatre 1/2 0/0, j. 22 mars.	58 1/2	Espagne, dette active.	50 1/2
Quatre 0/0, j. 22 mars.	58 1/2	Dette diff. ancienne.	50 1/2
Trois 0/0, j. 22 décembre.	38 1/2	Dette passive.	50 1/2
Trois 0/0, (emp. 1847).	58 1/2	Trois 0/0 1847.	50 1/2
Actions de la Banque.	1110	Belgique. Empr. 1831.	50 1/2
Rente de la ville.	940	— Empr. 1840.	60 1/2
Obligations de la ville.	940	— Empr. 1842.	50 1/2
Caisse hypothécaire.	940	— Trois 0/0.	50 1/2
Caisse A. Gouin, 1000 fr.	940	— Banq. (1835).	50 1/2
Caisse Gannier, 1000 fr.	940	Deux 1/2 hollandais.	50 1/2
4 Canaux, avec prim.	635	Empr. portugais 5 0/0.	50 1/2
Mines Grand-Combe.	940	— 5 0/0.	50 1/2
Lin Maberly.	940	Empr. d'Haïti.	50 1/2
Zinc Vieille-Montagne.	1900	Empr. du Piémont.	720
R. de Naples, j. janv.	940	Lois d'Autriche.	50 1/2
— Récep. Rothschild.	49	Cinq 0/0 autrichien.	50 1/2

FIN COURANT.

Cinq 0/0 fin courant.	58 50	57 50	56 50	57 1/2
Trois 0/0 (emp. 1847) fin courant.	38 25	38 25	38 1/2	38 1/2
Trois 0/0 fin courant.	38 25	38 25	38 1/2	38 1/2
Naples, fin courant.	38 25	38 25	38 1/2	38 1/2
Trois 0/0 belge.	38 25	38 25	38 1/2	38 1/2
Cinq 0/0 belge.	38 25	38 25	38 1/2	38 1/2

REPORTS.

5 0/0 du compt. à la liq.	p. 1/2	4 0/0 liquid. à l'autre.	1/2
3 0/0 id.	p. 1/2	3 0/0 id.	1/2

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Au comptant.	Hier.	Désignation des chemins.	1 ^{er} cou.	Plus h.	Plus b.	Dern. c.
110	100	Saint-Germain.	110	100	100	100
105	160	Versailles, rive droite.	105	160	160	160
455	450	Id. id. gauche.	455	450	450	450
320	315	Paris à Orléans.	320	315	315	315
160	165	Id. à Rouen.	160	165	165	165
195	200	Rouen au Havre.	195	200	200	200
77 50	77 50	Marseille à Avignon.	77 50	77 50	77 50	77 50
390	387 50	Strasbourg à Bâle.	390	387 50	387 50	387 50
335	336 25	Orléans à Vierzon.	335	336 25	336 25	336 25
308 75	310	Boulogne à Amiens.	308 75	310	310	310
342 50	341 25	Orléans à Bordeaux.	342 50	341 25	341 25	341 25
332 50	335	Chemin du Nord.	332 50	335	335	335
150	125	Monterebau à Troyes.	150	125	125	125
308 75	310	Fampoux à Hazebrouck.	308 75	310	310	310
342 50	341 25	Paris à Lyon.	342 50	341 25	341 25	341 25
332 50	335	Id. à Strasbourg.	332 50	335	335	335
150	125	Tours à Nantes.	150	125	125	125
308 75	310	Bordeaux à Cette.	308 75	310	310	310
342 50	341 25	Dieppe à Fécamp.	342 50	341 25	341 25	341 25
332 50	335	Lyon à Avignon.	332 50	335	335	335
150	125	Bordeaux à Teste.	150	125	125	125
308 75	310	Paris à Secaux.	308 75	310	310	310
342 50	341 25	Anvers à Gand.	342 50	341 25	341 25	341 25
332 50	335	Grand-Combe.	332 50	335	335	335
150	125	Montpellier à Cette.	150	125	125	125

La baisse d'aujourd'hui semble avoir été causée par une vague inquiétude provenant surtout des nouvelles des départements; on se préoccupait beaucoup de l'affaire de Blanqui que le *Club central* est allé chercher hier, rue des Vinaigriers, et qu'il a ramené en triomphe.

Quant au rachat des chemins de fer, le système qui paraissait avoir le plus de chance consistait à prendre le cours moyen de la rente et de chaque ligne de chemin de fer pendant les six mois qui ont précédé la 23 février; les porteurs d'actions paieraient ainsi le 5 p. 0/0, 115 ou 118 fr.; mais l'Etat leur prendrait leurs actions à des cours beaucoup plus élevés que ceux actuels, c'est-à-dire aux cours de la même époque. Il serait aussi question de ne pas tout convertir en 5 p. 0/0, mais de répartir la totalité des nouvelles rentes sur le 5 p. 0/0, le 4 1/2 p. 0/0, le 4 et le 3 p. 0/0; en adoptant ce fractionnement, la place se ressentirait beaucoup moins de la création de 30 ou 40 millions de rentes nouvelles.

SPECTACLES DU 15 AVRIL.

Théâtre de la nation. — *Théâtre de la République.* — Lucrèce, — la Marseillaise.
Opéra-national. — Relâche.
Opéra-comique. — Haydée, — le Trompette.
Odéon. — L'Élu du Clocher. — Don Quichotte. — 14 Hongrois en costume national.
Théâtre historique. — Monte-Christo (2^e soirée.)
Variétés. — M^{lle} de Choisy. — Le Pouvoir d'une Femme. — Le Diner de Madelon.
Gymnase. — Femme blasée. — Royal Pendar. — Le Marchand de jouets. — Hercule.
Théâtre Montansier. — Voyage sentimental. — Vestris 1^{er}. — Jeune homme pressé. — Ninon.
Porte Saint-Martin. — Robert Macaire. — La Fraternelle.
Ambigu-Comique. — Les Trois Révolutions. — Les Quatre Sergents de la Rochelle.

Le Gérant : ARISTIDE LOZACH.

Typographie de H. Vrayet de Surcy, et C^e, rue de Sévres, 37.

Annonces de Librairie, Journaux, Ouvrages périodiques et autres.

JOURNAL DES FABRICANTS ET MANUFACTURIERS,
des Directeurs d'usines, des Chefs d'ateliers, des
Prud'hommes et Conseils de prud'hommes. —
LÉGISLATION, DOCTRINE, JURISPRUDENCE ET ÉCONOMIE INDUSTRIELLE
ET COMMERCIALE, par M. LE HIR, docteur en droit, Avocat à la Cour
d'appel de Paris. — Un cahier de quarante pages in-8^e tous les
mois, contenant la matière de cent pages in-8^e ordinaire.

Les abonnés peuvent, en écrivant *franco* à la direction, faire trai-

ter dans le JOURNAL toutes les questions de droit commerciales qui les intéressent.

Les abonnés reçoivent, en outre, à titre de prime, *franco*, par la poste, le COMMENTAIRE DE LA LOI DU 8 JUILLET 1844, SUR LES BREVETS D'INVENTION, par M. LE HIR, grand in-18. — 1848. — Première année.

Ce recueil est divisé en deux parties.
La première comprend : 1^{re} les lois, ordonnances et documents officiels relatifs aux fabriques, au contentieux des établissements industriels, à la police et au régime des eaux considérés dans leurs rapports avec les établissements, au voisinage des fabriques et établissements incommodes, aux marques de fabrique, aux modèles et dessins, aux brevets d'invention, aux rapports des ouvriers avec le maître et avec l'atelier, aux conseils de prud'hommes, etc., etc.

2^o Des articles de doctrine et de statistique, des dissertations sur les mêmes matières, et la solution des questions adressées par les abonnés.

La seconde partie comprend les arrêts de la cour de cassation, les ordonnances du conseil d'Etat, les arrêts des cours royales, les jugements des tribunaux de commerce, des tribunaux civils et des conseils de prud'hommes sur toutes les matières détaillées ci-dessus.

Chaque année est terminée par une table alphabétique des matières et des noms des parties, et par une table chronologique des arrêts et jugements.

Toute demande relative aux abonnements doit être adressée à M. le directeur du JOURNAL DES FABRICANTS, rue du Cherche-Midi, n^o 24, à Paris, les lettres non affranchies sont refusées.

Liste des ouvrages qui se vendent au bureau des ANNALES DE LA SCIENCE DES JUGES DE PAIX, rue de Mulhouse, 11.

COMMENTAIRES SUR LES VENTES DE MEUBLES ET DE MARCHANDISES, d'après la loi du 25 juin 1841, sur les attributions des commissaires-priseurs, courtiers, notaires, greffiers et huissiers, comme officiers vendeurs de meubles et de marchandises, publié par M. J.-L. un vol. grand in-8^e. Prix : 2 fr. 50, franc de port.

COMMENTAIRE DU TARIF DES COMMISSAIRES-PRISEURS, d'après la loi du 18 juin 1843, publié par M. J.-L. Jay, un vol. in-18. Prix : 75 cent., franc de port.

CODE MANUEL DE LA GARDE NATIONALE, ou de la Compétence des Conseils de la Discipline, des Jurys de Révision et des Conseils de Recensement, avec le texte des lois sur la Garde nationale, par M. J.-L. Jay, capitaine-rapporteur, 1 vol. in-18. Prix : 3 fr.

MANUEL DES GREFFIERS DES JUSTICES DE PAIX, ou Traité des fonctions ou des attributions de ces fonctionnaires; par M. J.-L. JAY. Un vol. in-18; prix : 3 fr., franc de port. — Ce livre contient, outre l'ensemble de la matière, les formules d'actes les plus importants et la solution de toutes les questions relatives aux fonctions et aux demandes des greffiers dans leurs rapports avec les juges de paix.

GUIDE DES HUISSIERS, en matière civile, commerciale et criminelle, avec un formulaire des actes de ces fonctionnaires. Un vol. in-8; prix : 7 fr. 50 c.

MANUEL THÉORIQUE DE L'ARBITRE, ou Traité sur l'arbitrage volontaire, forcé, et sur l'amiable composition, par MM. LE HIR et J.-L. JAY. Un vol. in-18; prix : 2 fr. 50 c.

LOIS DES COMMISSAIRES-PRISEURS ET DES HUISSIERS, NOTAIRES ET GREFFIERS, Recueil chronologique des édits, actes de notoriété, arrêts et avis du conseil d'Etat, lettres-patentes, décrets, arrêtés, lois, règlements, ordonnances, etc., recueillis et coordonnés par M. J.-L. JAY. — Un vol. in-8; prix : 5 fr., franc de port. — Cet ouvrage se termine par un examen du Tarif pour les prises et ventes de meubles.

TRAITÉ DES SCELLÉS, DES PRISES ET DES INVENTAIRES EN matière civile, commerciale et criminelle, par M. J.-L. JAY. Un beau vol. in-8. Prix : 6 fr. 50 c. — Cet ouvrage, le seul qui ait paru sur ce sujet, contient la solution de toutes les difficultés qui peuvent se présenter en matière de scellés; il est enrichi de toutes les formules d'actes et de procès-verbaux, non-seulement en matière de scellés, mais aussi en ce qui concerne les inventaires et les prises.

TRAITÉ DES CONSEILS DE FAMILLE, des Tuteurs, Subrogés et des Conseils judiciaires; par M. J.-L. JAY, 2^e édit.; 1 vol. in-8. Prix : 6 fr. 50 c., franc de port. — Ce traité contient les formules d'actes et de procès-verbaux, et la solution de toutes les difficultés relatives aux conseils de famille.

L'HARMONIE UNIVERSELLE

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Paris. par an, 30 fr. — Six mois, 15 fr. — Trois mois, 8 fr.
Départements. — 40 fr. — 21 fr. — 11 fr.
Etranger. — 54 fr. — 27 fr. — 14 fr.

Les abonnements datent du 1^{er} et du 15 de chaque mois.

Ce journal paraît le matin après les autres journaux. — Il publie les Actes officiels extraits du MONITEUR du jour et les nouvelles les plus complètes.

Une seconde édition donnant le cours de la bourse et les nouvelles de la journée paraît à sept heures du soir.

L'Harmonie universelle étant destinée à FAIRE COLLECTION, trois tables, comprises dans l'abonnement, seront publiées à la fin de chaque année : 1^{re} Table des faits par ordre de dates; 2^o Table alphabétique des faits et des personnes; 3^o Table alphabétique des annonces de librairie, inventions industrielles et objets d'art.

Pour que le journal contienne l'histoire complète du temps, 50 numéros de deux pages chacun seront publiés, comprenant tous les faits accomplis du 25 février au 15 avril, les actes officiels, le résumé des journaux, les principales affiches placardées sur les murs de Paris, etc. Prix des 50 numéros pour Paris et les départements, 5 fr. (10 cent. le numéro). — Les numéros parus du 15 avril au jour de l'abonnement se vendent aussi 10 cent.

Toute demande doit être accompagnée du montant du prix, ou d'un mandat sur la poste.

Toutes lettres ou demandes relatives à la rédaction, aux abonnements ou aux annonces doivent être adressées *franco* au directeur gérant de l'Harmonie universelle, rue de Sévres, 37.

ANNONCES.

Le prix des annonces dépend du tirage et de la répétition de l'annonce.

La ligne de trente lettres en sept :

Par mois	1 à 2 fois	3 à 6	7 et plus.
Tirage à 1,000 exemplaires	4 cent.	3 cent.	2 cent.
— 2,000	8	6	4
— 5,000	20	15	10
— 6,000	24	18	12

Le tirage actuel, éditions du matin et du soir, est de 5,000 exemplaires.

Les annonces seront divisées, d'après leur nature, comme suit :

1^o Journal de tous Lettres au directeur du journal ou au public, Circulaires électorales. — 2^o Avis gratuits (Annonces du gouvernement, annonces de bienfaisance, d'utilité publique, etc. — 3^o Annonces de librairie (Journaux, ouvrages périodiques et autres, œuvres musicales, etc.) — 4^o Objets d'art. — 5^o Commerce et industrie (Inventions nouvelles). — 6^o Actions industrielles (Chemins de fer, Sociétés, etc.) — 7^o Ventes publiques d'objets d'art, de meubles, etc. — 8^o Ventes d'immeubles. — 9^o Toilette. — 10^o Santé. — 11^o Avis divers.